

# Assystem

Société Anonyme

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche  
92300 Courbevoie

---

## **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Exercice clos le 31 décembre 2018

# Assystem

Société Anonyme

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche  
92300 Courbevoie

## Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2018

---

A l'Assemblée Générale de la société Assystem S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

#### **Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants conclus au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

**AVENANTS N°2 ET 3 AU CONTRAT DE REFACTURATION PAR HDL DEVELOPMENT S.A.S. A ASSYSTEM S.A. DES PRESTATIONS DE DEFINITION DE LA STRATEGIE, DE GESTION, D'ORGANISATION ET DU CONTROLE DU GROUPE ASSYSTEM**

- **Personnes concernées :**

Monsieur Dominique Louis, Président Directeur Général et administrateur de votre société et Président de la société HDL Development S.A.S. et la société Tikehau Capital S.A., administrateur de votre société et de la société HDL Development S.A.S..

- **Nature et modalités :**

Votre Conseil d'administration, lors de ses réunions du 15 mars 2018 et du 6 septembre 2018, a autorisé respectivement la signature des avenants n°2 et 3 au contrat de refacturation par la société HDL Development S.A.S. à votre société des prestations de définition de la stratégie, de gestion, d'organisation et du contrôle du groupe Assystem effectuées par la société HDL S.A.S. au profit de la société HDL Development S.A.S.. Votre Conseil d'administration a motivé la conclusion de ces conventions par l'importance des prestations stratégiques réalisées.

En vertu de ces avenants n°2 et 3, ces prestations devaient être rémunérées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 selon les modalités suivantes :

- Une partie fixe versée d'un montant de €174 000 (HT), soit 50% du montant annuel précédemment convenu ;
- Une partie variable d'un montant annuel maximum de €800 000 (HT), contre un montant annuel maximum de €817 800 (HT) précédemment, basée intégralement sur le ratio exprimé en pourcentage du ROPA consolidé (comprenant la quote-part du résultat des entreprises associées, mais hors la quote-part de résultat Expleo Group, ex-Assystem Technologies Groupe) sur le chiffre d'affaires consolidé. Le montant dû au titre de ce critère est déterminé par interpolation linéaire entre une borne basse (au niveau ou en-dessous de laquelle le critère est considéré comme non satisfait) et une borne haute (au niveau ou au-dessus de laquelle le critère est considéré comme pleinement satisfait).

Votre Conseil d'administration, lors de sa réunion du 13 mars 2019, a décidé, en se fondant sur l'examen des critères qu'il avait déterminés, de ne pas attribuer de part variable à HDL Development S.A.S. au titre de l'exercice.

**Conventions et engagements non autorisés préalablement**

En application des articles L. 225-42 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

**ACQUISITION DE LA SOCIETE LONGCHAMP ADVISORY S.A.S. PAR ASSYSTEM S.A.**

- **Personne concernée :**

Monsieur Philippe Chevallier, Directeur Général Délégué Finances de votre société.

- **Nature et modalités :**

Votre société a fait l'acquisition de la société Longchamp Advisory S.A.S., détenue à 49% par Monsieur Philippe Chevallier et à 51% par Madame Marie-Pierre Chevallier, son épouse. Le prix d'acquisition, correspondant à la situation nette de la société qui n'avait par ailleurs aucun passif, s'est élevé à €.134 614,94. Votre Conseil d'administration a motivé la conclusion de cette convention par le fait que cette acquisition permettait de réorganiser les activités Sciences de la Vie.

La procédure d'autorisation préalable n'a pas été suivie en raison d'une simple omission. Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 13 mars 2019, votre Conseil d'administration a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

## **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé**

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

### **INDEMNITE DUE EN CAS DE CESSATION DE FONCTIONS DE MONSIEUR PHILIPPE CHEVALLIER A L'INITIATIVE DE LA SOCIETE**

- **Personne concernée :**

Monsieur Philippe Chevallier, Directeur Général Délégué Finances de votre société.

- **Nature et modalités :**

Lors de sa séance du 9 mars 2016, votre Conseil d'administration a approuvé la mise en place au bénéfice de Monsieur Philippe Chevallier, Directeur Général Délégué Finances de votre société depuis le 5 juin 2015, d'une indemnité de rupture de €.500 000 pour toute rupture initiée sans motif par votre société avant l'assemblée générale 2020 statuant sur les comptes 2019.

Le versement de cette indemnité sera conditionné :

- à la certification sans réserve et dans les délais légaux des comptes consolidés pendant toute la durée dudit mandat,
- à l'atteinte d'un taux moyen de ROCE (après impôt normatif) sur les trois derniers exercices de 6% au moins.

Il est précisé que ladite indemnité n'est pas due en cas de faute grave ou lourde.

A Paris La Défense, le 3 avril 2019  
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Eric ROBERT

Deloitte & Associés

Albert AÏDAN